



La lettre d'actualité mensuelle du groupe GEOS, n° 98, juillet 2010

CONTREFAÇON

MEDICAMENTS : Le marché du faux atteint 200 milliards

Pour la première fois, le marché du médicament contrefait a dépassé la barre des 200 milliards de dollars de bénéfices estimés annuels. Ces médicaments parfois inoffensifs, souvent très dangereux ou mortels, posent des problèmes considérables pour la santé publique. Ils sont directement responsables de la mort de 200 000 personnes chaque année, dont la moitié en Afrique où ils représentent 30 % du marché. Les emballages sont de plus en plus "étudiés" par les faussaires pour donner l'illusion de venir de véritables laboratoires qui dépensent, eux, des milliards en recherche et offrent des garanties aux patients. La progression de ce marché frauduleux a été de 596 % entre 2007 et 2008. En Afrique, ce sont les faux médicaments

anti-paludisme qui font le plus de ravages parmi des populations illettrées ou mal informées de ces dangers. Ils sont suivis par ceux qui sont censés soigner la tuberculose et le VIH. Les pertes pour les Etats d'Afrique sont estimées entre 2,5 et 5 % de leurs budgets annuels. Les pays industrialisés ne sont pas non plus épargnés par ce phénomène, internet facilitant les fausses bonnes affaires pour les consommateurs. En Europe de l'Ouest, le marché est désormais estimé à 10,5 milliards d'euros par an, selon une étude réalisée par Pfizer.

Riposte internationale

L'Organisation mondiale des Douanes (OMD) basée à Bruxelles a élaboré un nouveau texte qui sera présenté aux 176 nations membres de l'or-

ganisation. Ce texte a reçu le soutien particulier de la Fondation Chirac, dirigée par l'ancien président français, particulièrement investi dans les problèmes de santé qui touchent le continent noir. Participant à cette prise de conscience contre un marché considéré par certains experts comme de 25 % plus rentable que le trafic de drogue, le Conseil de l'Europe proposera à ses membres la ratification en novembre de la convention Medicrime. L'Union européenne, elle aussi, prépare sa riposte et s'attaque à la contrefaçon par la technique. Il s'agit de dépoussiérer la directive 2001/83/EC et de travailler sur trois axes : l'identification, l'authentification et la traçabilité des médicaments grâce à des puces RFID et des codes barres en deux dimensions.

LE COMMENTAIRE D'ARNAUD BROUTIN

RESPONSABLE DU PÔLE
PHARMACEUTIQUE, GEOS BUSINESS
INTELLIGENCE

► Le marché de la contrefaçon de médicaments représenterait, selon l'OMS, un chiffre d'affaires annuel de 45 milliards d'euros, soit 10% du marché pharmaceutique mondial. Extrêmement attractive (25% plus rentable que le trafic de drogue) et exposée à des sanctions insignifiantes au regard des enjeux (3 à 5 ans d'emprisonnement maximum en France par exemple), la contrefaçon de produits pharmaceutiques et cosmétiques a enregistré ces dernières années une croissance exponentielle, notamment du fait de l'essor des nouvelles technologies, et ne se limite plus aux produits dits de « confort » (stimulants sexuels, produits amaigrissants...). Placebos, faux sur-dosés ou sous-dosés, les médicaments contrefaits menacent la santé des consommateurs, et impactent directement l'emploi, les efforts R&D et l'image de l'industrie pharmaceutique. Pour lutter contre ce fléau, GBI accompagne ses clients dans la connaissance des acteurs portant atteinte à leurs principes, la compréhension des circuits d'approvisionnement et la mise en œuvre des mécanismes d'action (atteinte à la propriété intellectuelle, concurrence déloyale, tromperie organisée, mise en danger de la vie d'autrui, ...).

GOUVERNANCE GEOS, DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE

► La présidence du Directoire nouvellement créé sera assurée par le Général Jean Heinrich (Président du comité de surveillance depuis l'origine du groupe). Michel Campioni devient

membre du Directoire et Secrétaire Général du groupe. Quant à Guillaume Verspieren, qui occupait la fonction de Président Directeur Général de GEOS depuis 2009, il devient Président du Conseil de surveillance du groupe GEOS.

PARUTION ATLAS DES RISQUES PAYS 2010 DU MOCI

► Notre Bureau Veille et analyse risques pays a rédigé les notes sécuritaires de cet Atlas sur les risques paiement, logistique, douaniers et sécuritaires de 103 pays. www.lemoci.com

PARTENARIAT "AFGHANISTAN DEMAIN" TOUJOURS SOUTENU PAR GEOS

► GEOS a renouvelé son partenariat avec l'association et contribue ainsi au financement de son programme de formation informatique. www.afghanistan-demain.org www.nouvellesdekaboul.blogspot.com

TURQUIE ATTENTATS CONTRE LES FORCES DE L'ORDRE À ISTANBUL

▶ Quinze personnes ont été blessées dans l'explosion d'une bombe qui visait une voiture de police, début juin. A la fin du mois, un autre attentat du même type a coûté la vie à six personnes, en blessant douze autres lors de l'explosion d'un engin artisanal qui visait un car militaire dans la ville. La seconde attaque a été revendiquée par le TAK, un groupe kurde.

EGYPTE MESURES DE SÉCURITÉ POUR LE GAZODUC VERS ISRAËL

▶ Les autorités égyptiennes ont annoncé avoir pris des mesures de sécurité particulières autour du gazoduc qui relie l'Égypte à l'État hébreu. Les services de sécurité du Caire ont de bonnes raisons de croire qu'un groupe bédouin du Sinai pourrait saboter le gazoduc. Le chef de ce groupe, Salim Lafi avait réussi à s'enfuir lors d'un transfert en fourgon



cellulaire. Ses partisans avaient tendu une embuscade et tué l'un des policiers de l'escorte en février dernier. D'une manière générale, la sécurité a été augmentée dans toute la région frontalière notamment l'aéroport de El-Arish et le poste frontière de Al-Ouja. Le gazoduc délivre 1,7 milliard de m³ de gaz chaque année.

COLOMBIE LES FARC VEULENT RADICALISER LEUR ACTION

▶ Après l'élection de Juan Manuel Santos à la présidence, du même parti qu'Alvaro Uribe, les Farc ont annoncé vouloir durcir leurs actions notamment pour dénoncer une élection, selon eux, entachée d'irrégularités. L'armée a réussi ces dernières semaines à libérer deux otages et à abattre le commandant du 33^e Front des Farc connu comme "El Boyaco".

SOMALIE ACCORD POLITIQUE ENTRE GROUPES ISLAMISTES

▶ Le Hizbul Islam et le Al Shabaab, deux groupes radicaux de la région d'Hiiraan dans le sud du pays ont fusionné. L'accord a été pris à l'initiative d'Al Shabaab. Celui-ci avait indiqué qu'en cas de refus, le Hizbul Islam serait vu comme un ennemi. L'équipement principal du Hizbul Islam est constitué de pickups Toyota armés de lance-roquettes.

ÉTATS-UNIS ALERTE À LA BOMBE DEVANT LE SIÈGE DE L'OEA

▶ Le siège de l'Organisation des États Américains (OEA) à Washington a été sécurisé après une alerte à la bombe. Les personnels de l'OEA sont restés dans leurs bureaux durant les vérifications d'usage. Un engin suspect a été découvert non loin de là entre la 19^e rue et la rue F, à côté d'autres bureaux sensibles comme ceux du FMI et la Banque mondiale.

IRAK EXPLOSION CONTRE L'UN DES PRINCIPAUX OLÉODUCS

▶ Un groupe rebelle a incendié l'un des principaux oléoducs du pays, au nord de Bagdad, à Rachidiyeh. Il relie la raffinerie de Dora dans la capitale à la ville de Baiji non loin des champs pétroliers de Kirkouk. C'est dans cette même ville qu'une attaque suicide contre une patrouille de police a fait cinq morts et dix-huit blessés.

INDONÉSIE MENACES CONTRE L'AMBASSADE DU DANEMARK

▶ Le chef de la police indonésienne a révélé qu'un groupe islamiste local avait prévu un attentat à la voiture piégée contre l'Ambassade du Danemark. L'opération terroriste devait avoir lieu pour le 64^e anniversaire de la création de la police indonésienne pour venger les militants tués lors d'opérations récentes.

SÉCURITÉ

Les Talibans s'en prennent à nouveau aux ONG

Les radicaux mettent au point leur stratégie contre les ONG

L'état-major des commandants de l'Emirat islamique d'Afghanistan travaille actuellement à la mise en place d'une stratégie ciblée visant les étrangers civils présents dans le pays. Qari Ziaur Rehman, l'un des principaux commandants talibans, dans cette "chasse à l'homme" vise principalement les travailleurs indiens. Des employés sud-coréens ont été pris pour cible dans une attaque à la roquette contre leurs installations, près d'un site de construction dans la province de Parwan. Un fonctionnaire afghan de l'ONU a été assassiné par un tireur embusqué alors qu'il conduisait un véhicule de l'organisation dans la capitale. La menace est prise au sérieux par l'Otan, mais aussi par d'autres pays comme le Japon et l'Inde. Cette question était au menu de la rencontre des vice-ministres des Affaires étrangères et de la

Défense des deux pays à Delhi. Les Talibans ont aussi menacé toutes les compagnies étrangères qui tenteraient l'exploitation minière du sol afghan. Il en va de même pour les sociétés pétrolières. L'Afghanistan posséderait 1,6 milliards de barils de pétrole, 16 000 milliards de mètres cubes de réserves de gaz naturel et 600 millions de barils de gaz concentré. Kaboul prépare sa législation pour présenter des appels d'offre sur ses champs aux compagnies internationales. **La situation afghane est encore plus difficile que prévue, note le directeur de la CIA, Léon Panetta. Mais comme le montre le limogeage du général Stanley McChrystal, l'administration démocrate semble plus que jamais déterminée à mettre fin à un conflit vieux, pour l'implication américaine, de près de trente ans.**

AQMI poursuit ses opérations

Al-Qaïda au Maghreb islamique, AQMI, continue ses opérations terroristes dans la région, en particulier en Algérie. Début juin, quatre personnes dont deux gendarmes ont été tuées dans une explosion visant une caserne à Ammal. La police a également été lourdement frappée dans une embuscade près de Tinzaouatine dans la province de Tamanrasset. Selon Soumeylou Boubeye Maïga, ancien directeur du renseignement et ministre de la Défense malien, AQMI veut s'emparer de la zone frontalière du Sahara, mal définie entre Mali, Niger et Algérie. Elle y construirait actuellement des bunkers. Le Mali a accepté d'ouvrir ses frontières pour permettre aux forces algériennes de poursuivre les terroristes sur son territoire. Une opération justifiée par l'assassinat de 11 policiers, mais

qui pourrait se pérenniser dans le cadre de la coopération anti-terroriste entre les deux pays. De son côté, l'Algérie envisage de renforcer sa gendarmerie nationale, établie sur le modèle français qui offre un maillage précis du territoire, indispensable dans la lutte contre une organisation comme AQMI. Alger devrait ainsi augmenter les effectifs de gendarmerie de quelque 9 000 hommes qui viendront s'ajouter aux 60 000 déjà opérationnels. Alger va également déployer un réseau de communication unique connu sous le nom de Ronital, en particulier à Alger. Tizi Ouzou et dans la province de Blida. **Les activités d'AQMI sont aujourd'hui essentiellement dirigées contre les forces de l'ordre et la population, mais peuvent à tout moment viser les expatriés.**

CANADA LE SCRS VISE LE MONDE DES PARLEMENTAIRES

▶ Le contre-espionnage canadien, par la voix de son directeur, Richard Fadden, a dénoncé la double allégeance de certains élus. Selon lui certains d'entre eux seraient ni plus ni moins des agents d'influence au service de pays étrangers. Une situation particulièrement dangereuse puisque ces derniers mettent en péril les intérêts économiques du Canada.

ROYAUME-UNI L'IPHONE PERSONA NON GRATA À WESTMINSTER

▶ Le Communications Electronics Security Group (CESG), la branche qui assure la sécurité des communications au sein du GCHQ a interdit aux membres du gouvernement l'utilisation de l'iPhone. Ils devront se contenter du Blackberry de RIM, autorisé en 2006. D'autres pays avaient interdit le Canadien, pour des questions qui ne se posent pas au sein du Commonwealth.



CORÉE DU SUD AUGMENTATION CONTINUE DES CAS D'ESPIONNAGE

▶ Le service de contre-espionnage sud-coréen a recensé 43 cas d'espionnage industriel sur le territoire en 2009, c'est un de plus qu'en 2008. 48,3 % des cas concernent les hautes technologies.

ETATS-UNIS SHELL A-T-ELLE ESPIONNÉ L'US NAVY ?

▶ C'est la question qui est posée au Pentagone. Après que différents services se soient penchés sur ce dossier, c'est le renseignement naval qui devra faire le jour sur ces soupçons. Il semblerait en effet que la compagnie pétrolière dont le siège est aux Pays-Bas aurait tenté d'obtenir des informations classées défense sur les forages en eaux profondes.

ALLEMAGNE SURVEILLANCE DES DÉLÉGATIONS CHINOISES

▶ Le contre-espionnage allemand est particulièrement actif pour encadrer les délégations commerciales chinoises. Elles abritent trop souvent des personnes indiscrettes. Dernier cas en date, un délégué a pris des photos de zones interdites d'une usine. Pris en flagrant délit, il a été condamné à 80 000 euros d'amende et à une peine de prison avec sursis.

Grandes entreprises et petite affaire d'espionnage

Une formule volée aurait pu tuer Dell et d'autres entreprises

Tout commence au Japon. Selon un schéma finalement très classique, un ingénieur quitte Rubycon Corporation et "franchit" la mer de Chine en 2002 pour offrir ses services à Luminous Town Electric co. Il transmet là-bas la formule d'un condensateur pour ordinateurs. Quelques semaines plus tard, la formule est à nouveau volée. Cette fois, elle part pour Taïwan, qui contrôle 30 % de ce marché. Problème principal de ces vols, la formule subit de légères erreurs de mains en mains et arrive utilisable mais fautive sur le marché. Il est déjà trop tard. Quand Dell achète cette pièce à bas prix, dans le cadre d'une politique de vente agressive pour ses PC, elle ignore tout de l'historique de ce petit composant. Il s'agit de produire des millions d'ordinateurs qui deviendront des millions de machines défectueuses. Dans un article du

New York Times qui révèle tous les détails de l'affaire, on apprend que Dell va perdre 300 millions de dollars suite à sa décision de 2005 de remplacer les machines produites entre 2003 et 2005. Les condensateurs défectueux pouvaient provoquer des incendies des machines. Bien au-delà du cas emblématique de Dell, de nombreuses sociétés informatiques américaines se sont fournies à Taïwan avec cette pièce produite à des millions d'exemplaires. Dell a été impliqué par la suite dans un procès démontrant avec fracas que la compagnie était au courant du caractère défectueux de ces pièces asiatiques. **Cette affaire à rebondissements montre comment les sociétés doivent s'entourer de précautions infinies pour éviter de risquer leur réputation et ici, tout simplement leur futur économique.**

Les services tchèques parlent

Dans la communauté internationale du renseignement sont apparus avec la fin du Pacte de Varsovie, les services secrets de la république tchèque, le BIS et le VZ. Autrefois proches de Moscou, ils sont aujourd'hui parfaitement intégrés dans la stratégie américaine en Europe centrale. Ainsi, le BIS (Bezpečnostní informacní služba - Service d'information de sécurité) qui publie ce mois-ci son rapport annuel 2009, dénonce les activités des services secrets russes sur son territoire qu'il juge particulièrement actifs. Selon le BIS, le SVR russe profite de l'importante présence diplomatique justifiée par la présence d'une forte communauté russophone sur place pour entretenir un vaste réseau d'espionnage dans le pays. Le BIS accuse Moscou de s'intéresser de

près à l'économie du pays, à sa recherche dans le domaine de l'énergie et de la science en général. Par ailleurs le BIS explique comment il a participé à l'enquête sur l'attaque informatique qui a visé les délégués du G 20 à Séoul. Les ministres des finances avaient reçu des e-mails piégés permettant de prendre le contrôle de leurs ordinateurs. Le Tchèque présidait alors la présidence tournante de l'Union européenne. L'autre service qui parle est le renseignement militaire, le Vojenské zpravodajství (VZ). Ce dernier est aux prises avec les services chinois qui semblent, selon le dernier rapport du VZ, très actifs dans le secteur économique tchèque. **Plusieurs pays de l'Europe de l'Est possèdent des industries et des secteurs scientifiques originaux dignes de "curiosité".**

ETATS-UNIS UN INGÉNIEUR PLAIDE COUPABLE POUR VOL DE DONNÉES

▶ Kevin Crow, 57 ans, a choisi de plaider coupable de vol de données et d'espionnage industriel. Il travaillait pour TECT (Turbines Engins Components Technologies) avant de rejoindre Precision Components International (PCI) avec une centaine de Cd-roms contenant plans originaux de moteurs et informations confidentielles.

ETATS-UNIS ESPIONNAGE INDUSTRIEL CHEZ LES PÂTISSIERS

▶ Bimbo Bakeries, le propriétaire de Thomas' English Muffins poursuit l'un de ses anciens cadres pour espionnage industriel. Ce dernier, Chris Botticella, aurait emporté avec lui la recette des petits gâteaux. Il travaille en effet aujourd'hui pour le principal concurrent de Bimbo Bakeries, le groupe Hostess. Dans les éléments du dossier remis à la Justice pour Bimbo, on apprend que seulement sept cadres de Thomas' English Muffins connaissent cette recette qui rapporte à la société quelque 500 millions de dollars chaque année. Pire, toujours selon l'accusation, Botticella aurait participé à toute une série de réunions stratégiques concernant la compétition avec Hostess. Elles avaient lieu à l'époque où il négociait son départ.



Secteur Pharmaceutique

Contexte

Filiale du Groupe GEOS, GEOS Business Intelligence, GBI, accompagne les entreprises et les acteurs publics dans la maîtrise de leur environnement.

GBI dispose d'un positionnement novateur dont la **double préoccupation** est de fournir des **prestations d'aide à la décision et d'accompagnement dans la lutte contre les fraudes et la résolution des contentieux**.

Depuis 10 ans, GEOS Business Intelligence (GBI) a acquis et développé une **expertise dans la résolution des problématiques spécifiques au secteur pharmaceutique** et propose un ensemble de solutions spécialement adaptées.



Solutions GEOS

Investigation

- » Protection de l'image et de la réputation
 - ✓ Analyser quantitativement et qualitativement votre image en traitant les flux d'informations
 - ✓ Identifier les points d'influence et les relais de diffusion
- » Lutte contre la fraude et la contrefaçon
 - ✓ Surveiller l'environnement de vos molécules
 - ✓ Identifier tout acte de contrefaçon ou de fraude
- » Soutien à l'action judiciaire
 - ✓ Constituer un dossier en vue d'un procès ou d'une négociation amiable
- » Market Access & Business Development
 - ✓ Obtenir les informations nécessaires au développement sur un marché à l'international (lancement d'un produit, création d'une filiale ou succursale, choix d'un partenaire local, etc.).
 - ✓ Observer l'environnement politico-normatif (hommes clés, cartographie des acteurs du marché, etc.).
- » Environnement concurrentiel
 - ✓ Suivre l'actualité de vos concurrents et de vos marchés
 - ✓ Identifier les nouveaux entrants

Veille stratégique

Trois temps et trois types de livrables pour vous accompagner et garantir :

- » Le suivi : Lettre de veille
- » La capitalisation : Monographie
- » L'urgence : Alertes



Les + GEOS

Filiale à 100% du groupe GEOS, **GBI est dédiée aux activités d'intelligence économique et d'investigation**. Cette filiale est animée par une équipe de **chefs de projets** ainsi qu'une **cellule de veille spécialisée** et renforcée par un **réseau international d'experts et de correspondants**.

Contact : **Arnaud Broutin**, Responsable du pôle pharmaceutique, GEOS Business Intelligence, a.broutin@groupegeos.com

www.groupegeos.com

Pour toute demande d'abonnement : alertes@groupegeos.com

« GEOS, la solution européenne de prévention et de management des risques »

GEOS partenaire du MOCI



Alertes Lettre mensuelle d'actualité des risques internationaux et concurrentiels du groupe GEOS Contact : Tiphaine de Nazelle, Direction des relations extérieures, 9, bis rue Delerue 92 120 Montrouge, tél : + 33 (1) 46 12 04 04, télécopie : + 33 (1) 46 12 95 96. mél: t.denazelle@groupegeos.com www.groupegeos.com. Alertes est réalisée en collaboration avec la lettre géostratégique INTELLIGENCE & STRATEGIE.